

DE WEVER DÉCHARGÉ DE SA MISSION

Une pause royale pour clarifier le jeu

- ▶ Exit l'informateur, le Roi consulte.
- ▶ Mathématiquement plusieurs coalitions sont possibles.
- ▶ Politiquement, c'est compliqué.

La coalition de centre-droit est enterrée. Mercredi, d'aucuns, au CD&V, pensaient pouvoir ranimer la formule, mais Benoît Lutgen est clair : c'est « non ». Bart De Wever a du reste acté l'échec de sa mission. Et la réponse humaniste resterait identique, même si un médiateur CD&V était à la manœuvre. Il faut donc explorer d'autres scénarios de coalition. Et là, c'est le flou, « la crise » selon certains. Comme toujours dans ces cas-là, retour à la case Palais.

Calmer le jeu. Le roi Philippe, après avoir déchargé Bart De Wever de sa mission mercredi matin, a donc entamé, dès l'après-midi, des consultations téléphoniques avec les présidents de parti. Ce jeudi, il les recevra tour à tour. Sont attendus place des Palais les présidents des six partis traditionnels. A ce stade, ni les verts ni

les plus petits partis, tous exclus des scénarios les plus probables de coalition, ne sont conviés. Il n'est par ailleurs pas certain que le président de la N-VA, qui vient d'être reçu, certes avec une autre casquette, revienne au Palais. Ce premier tour de consultations pourrait se clôturer ce soir ou vendredi matin.

Désigner un nouveau chargé de mission. Deux options s'offrent à Philippe. Soit, au terme de ses conversations, une coalition se dégage et il nomme alors le président de parti tout désigné pour explorer cette piste (lire ci-après). Soit aucun scénario ne s'impose. Dans ce cas, le Roi pourrait confier à un ou deux « sages » une mission de temporisation. Objectif : donner un peu de temps aux présidents de parti pour apaiser leurs différends et s'orienter vers une des coalitions possibles, ce qui permettra ensuite de désigner un nouvel informateur. Pas sûr, toutefois, qu'on opte pour cette échappatoire généralement réservée aux « vraies » crises. Du reste, depuis les élections, le roi Philippe imprime un tempo plutôt soutenu aux tentatives de formation.

Tester une nouvelle coalition. Or plusieurs. Dans tous les partis, on

souligne la difficulté de l'équation. Trois coalitions pourraient être testées. D'abord celle « de droites » – la « kamikaze », qui verrait le MR s'allier, comme seul francophone, à la N-VA, au CD&V et au VLD. Au MR, on ne ferme ni n'ouvre la porte à pareille formule. Mais le CD&V, farouchement opposé à l'idée de ramener les libéraux flamands à la table, est sceptique. « *Cela me paraît peu viable* », a commenté Kris Peeters. Pourtant on imagine mal cette coalition, qui maintient la N-VA en piste, éliminée sans être testée : cela ostraciserait le parti de Bart De Wever. Un informateur CD&V ou MI pourrait donc être désigné pour explorer la faisabilité de l'idée. Si elle fait long feu, il faudra alors ramener le PS dans le jeu en lui confiant une mission d'information. Boulevard de l'Empereur on privilégie la tripartite traditionnelle. Mais d'aucuns n'excluent plus la coalition « confédérale », miroir des futurs gouvernements régionaux : N-VA CD&V, PS/CDH. On voit mal Bart De Wever gouverner avec le PS, sans réforme de l'Etat. Pour tant l'hypothèse figure dans le top 3 des coalitions citées. ■

VÉRONIQUE LAMQUI

Distants, méfiants, soupçonneux, en colère... Les partis tous fâchés !

Le paysage belgo-belge sinistré ? Le score de la N-VA le 25 mai au nord du pays, supérieur à sa performance quatre ans plus tôt (elle passe de 27 à 33 sièges à la Chambre), n'autorisait aucun optimisme. Nous étions prévenus. Nous y voilà. Et si l'échec de Bart De Wever, comme informateur royal, est perçu avec dépit « à droite », où l'on jugera que c'était l'occasion de lancer un exécutif rapidement, sans les socialistes en occurrence et, au contraire, avec soulagement « à gauche », où l'on mesure surtout le danger que cela pouvait représenter en termes économiques et sociaux (la Sécu, l'index...), tous en conviendront cependant : entre les partis, la méfiance, la dé-

fiance, la colère dominent aujourd'hui... Oui, tous fâchés !

Le chemin vers un gouvernement fédéral est long et pentu. Et, au milieu du jeu, la tâche du Roi n'est pas sans importance : manœuvrer de façon à éviter que l'on ne tombe dans la « crise politique » purement et simplement, modèle 2010 en pire. Impensable !

Il va falloir rabibocher des présidents blessés. Rétablir le dialogue rompu. Tous azimuts. Voyons...

PS et MR en chiens de faïence.

La campagne électrique, où les bleus et rouges se sont cognés sans merci, puis l'après-élections sous haute tension, qui a vu le PS composer les majorités fédérées avec le CDH, et le FDF, en plus, à

Bruxelles (!), ont répandu le feu entre les deux « Grands » francophones, que d'aucuns croyaient appelés à constituer la Violette au sud du pays ! Rien de tel. Très remontés après leur exclusion des coalitions wallonne et

bruxelloise, les libéraux-réformateurs cherchent leur revanche au fédéral, où ils rêvent d'une coalition sans les socialistes (du reste, ils poursuivent cet objectif indépendamment des circonstances actuelles : on se souvient de la tentative, avortée, de lancer l'Orange bleue en 2007), tandis que ceux-ci les décrivent en retourneurs de veste, prêts à pactiser avec ceux, les nationalistes flamands, qu'ils vouaient hier encore, avant le 25 mai, aux gé-

monies.

De là à repartir ensemble dans une tripartite traditionnelle ou toute autre formule fédérale où PS et MR cohabiteraient...

N-VA et PS, ennemis jurés. Les « duels » entre Bart de Wever et Paul Magnette ont conditionné la campagne électorale, témoignant, si cela était nécessaire, de l'éloignement (en l'amplifiant) entre nationalistes flamands et socialistes francophones. Les deux ont la main chacun dans leur « communauté » (au nord et au sud du pays, respectivement) où ils sont arrivés en tête aux élections et s'apprentent, en peu de temps, dominateurs à leur manière, à composer des gouvernements de centre-droit d'un côté, de centre-gauche de l'autre, se posant (jusqu'à présent du moins, et jusqu'à la fin, on imagine) strictement en antagonistes pour ce qui concerne l'étage fédéral : ce sera ou l'un ou l'autre ; une coalition comprenant la N-VA, ou une autre avec le PS. Cela, au moins, c'est clair.

PS et CD&V, le double jeu. Gouvernant ensemble depuis décembre 2011, socialistes francophones et chrétiens-démocrates flamands semblaient avoir gardé utilement le contact – en coulisses. Certains, après le 25 mai,

élaboraient même le scénario suivant : le CD&V ferait mine de discuter fermement avec la N-VA, et son informateur Bart De Wever, incontournables un temps après leur élection jugée triomphale, avant de prendre le large, comme ce fut le cas à l'été 2010 et s'inscrire à nouveau

dans le schéma de la tripartite traditionnelle – qui n'a pas été révoquée dans l'isolement. Oui, mais voilà : après le 25 mai, contrairement au scénario mentionné, il est apparu rapidement que le CD&V entendait se lancer bel et bien au fédéral avec la N-VA, cela en vue d'une possible coalition ancrée à droite, avec MR et CDH comme composants francophones. La confiance présumée CD&V/PS était rompue. Chacun pour soi. Et accusations mutuelles : les socialistes reprochant au CD&V de se jeter dans les bras des nationalistes ; les chrétiens-démocrates déplorant que le PS ait hâté la constitution des majorités régionales, évinçant le MR, ce qui aurait, disent-ils, compliqué la tâche au fédéral : vous suivez toujours ?

MR et CDH près de la détestation. Entre libéraux-réformateurs et centristes-humanistes, rien ne va plus du tout. Le climat entre les deux est au moche fixe depuis qu'en 2004 (10 ans déjà), le CDH avait ravi sa place au MR dans les exécutifs régionaux, et l'échec de l'Orange bleue en 2007 (les bleus tiennent Joëlle Milquet pour responsable), puis les campagnes électorales successives ont fini de dégrader les relations entre les partis comme entre les gens, les bleus – pour résumer – accusant les oranges de faire invariablement le jeu du PS. Ce qui se produit cette fois à Namur comme à Bruxelles, où

PS et CDH convolent à nouveau, a ravivé les tensions (euphémisme), et le « non » de Benoît Lutgen à l'informateur – au MR

au passage – a fait déborder le vase. On approche désormais de la détestation. Peut-on imaginer quelque cohabitation au fédéral dans ces conditions ? En politique, la fraternité n'est pas requise pour gouverner, mais quand même...

CDH et CD&V, querelle de famille. Sauf à croire que le CD&V, un peu genre Machiavel, ne feigne de déplorer que le CDH ait recalé l'informateur Bart de Wever (le commentaire d'un observateur : ça les arrange, quelque un d'autre fait le boulot à leur place...), sauf à croire l'incroyable donc, on constatera que la famille centriste-chrétienne-démocrate est désunie. Et pas sur un détail, on l'a compris : gouverner ou non avec la N-VA, rien moins. Toutefois, le CDH compte bien sur le CD&V pour se hisser à l'avenir aux affaires au fédéral, dans une formule toute mystérieuse à cette heure.

CDH et N-VA dos à dos. Faut-il s'étendre ? Après le refus opposé – la claque infligée – par Benoît Lutgen à l'informateur, ce dernier reste de marbre officiellement (lire, ci-dessus, son intervention mercredi au Sénat), croyant pouvoir préserver, lors d'une nouvelle tentative dans les prochaines semaines, peut-être sous la houlette d'un chrétien-démocrate flamand, la possibilité de composer une coalition ancrée à droite. Soit. Mais Benoît Lutgen soutient, si on le suit bien, que sa décision d'enterrer ce type de coalition est sans retour. Alors... ■

DAVID COPPI

Quatre ans après, le président des nationalistes a changé de look et ne jette plus l'éponge

Le dimanche 17 octobre, à 17 h 45, Bart De Wever, chargé depuis dix jours d'une mission de clarification par le Roi, fait une longue déclaration au péristyle du Sénat. Il y expose les grandes lignes du contenu de sa proposition de compromis censée lancer les négociations en vue de la formation d'un prochain gouvernement.

Il venait de transmettre sa note aux sept partis engagés dans la discussion institutionnelle (PS, Ecolo, CDH, N-VA, SPA, Groen, CD&V). Une note de 50 pages que le chef de file des nationalistes flamands – qui, comme le révèle la photo, n'avait pas encore entamé son régime – s'appête à présenter au Roi, le lendemain. A 19 heures, une bonne heure plus tard donc, le PS est le premier parti francophone à rejeter la note du clarificateur, estimant que « *le texte déposé par Bart De Wever ne rapproche pas les points de vue entre francophones et néerlandophones, ce qui était pourtant l'essence même de la mission que le Roi lui avait confiée* ».

Lorsqu'il s'exprime au Sénat, Bart De Wever ne sait donc pas encore que sa note sera écartée, « *du revers de la main* », dira-t-il ensuite, par les partis francophones (le CDH et Ecolo s'aligneront sur le « *niet* » du PS quelques heures plus tard).

Le lundi matin, le clarificateur lance à l'entrée du bureau de son parti la phrase empruntée à l'empereur romain Auguste pour souligner toute sa déception : « *Fabula acta est* » (la pièce est finie).

Les journalistes présents ce dimanche-là se souviennent que les francophones ont dû lui demander, après sa présentation en néerlandais, de s'exprimer en français. Quatre ans plus tard,

Bart De Wever a compris la leçon et présente son message dans les deux langues, sans hésitation. Mais outre sa transformation physique spectaculaire, en l'espace de moins de quatre ans, le président de la N-VA réalise surtout une lecture très différente du rejet de sa note par les francophones. En octobre 2010, il n'avait pas hésité à afficher son immense découragement, affirmant qu'il avait été incapable de fermer l'œil dans la nuit du dimanche à lundi. Il semblait KO debout après ce qu'il a ressenti comme une « *gifle* » des francophones. A l'époque, on rentrait dans le quatrième mois de crise, sans gouvernement. Pour Bart De Wever, la messe était dite et l'espoir de hisser la N-VA à l'échelon fédéral était mort. Il y a quatre ans, le moral de l'homme fort de la N-VA était en berne. Ce n'était pas le cas mercredi, dans cette même salle du Sénat. ■

DIRK VANOVERBEKE

Extérieurement, ce n'est plus le même homme : Bart De Wever, taille mannequin et en cravate, n'a plus le look de 2010. Et même si, dans les deux cas de figure, sa note est rejetée par les francophones (PS, CDH, Ecolo, il y a quatre ans, par le seul CDH, mardi), son moral n'est pas le même non plus. A la limite de la dépression en 2010, il exprimait mercredi, en dépit de la raideur de son personnage, plus qu'une lueur de foi dans l'avenir. Il rêve encore et toujours d'une coalition fédérale débarrassée des socialistes. Le président de la N-VA n'a pas perdu non plus l'espoir d'assister à la mise en place d'un gouvernement fédéral de centre-droit, en dépit du rejet par le CDH de sa note d'informateur.

Mercredi, à 15 heures, il a livré une déclaration de deux minutes

au péristyle du Sénat, dans laquelle l'ex-informateur souligne que son parti n'a pas l'intention de jeter l'éponge : « *Ma note aurait été largement approuvée si elle avait été soumise au Parlement. Mais l'histoire n'est pas terminée. La N-VA est le premier parti du pays. Cela va de pair avec une grande responsabilité. La N-VA fera tout ce qui est possible pour former un gouvernement au plus vite. Un gouvernement qui assainit les dépenses,*

réduit les prélèvements publics, diminue les charges sur le travail, rétablit la base de notre sécurité sociale, met sur pied un système judiciaire plus efficace, et mène une politique migratoire juste. »

Le chef de file de la N-VA rappelle les événements d'octobre 2010, à l'issue de l'échec de sa mission de clarificateur royal : « *Ils nous ont appris que ce n'est pas en faisant des déclarations à tort et à travers que l'on peut former un gouvernement. Cela n'apporte rien. Je ne répondrai donc pas aux diverses réactions ni aux analyses journalistiques. Je ne donnerai pas d'interviews, je ne me rendrai pas dans les studios de télévision et je ne répondrai pas aux SMS* », a-t-il prévenu. Il souligne encore, à propos du rejet de sa note par le CDH : « *Je dirai en forme de boutade que la politique est une mauvaise pièce de théâtre jouée avec brio.* » Non, le patron des nationalistes n'a pas, cette fois, l'intention de baisser les bras et de laisser son parti rejoindre les vestiaires. Quel que soit le nom du successeur de Bart De Wever choisi par le Roi dans les prochaines heures, la N-VA veut rester au centre du jeu. Disponible. Encore une différence avec le mois d'octobre 2010. ■

D.V.